



RAPPORT DE GESTION

2008



SOMMAIRE

| | |
|--|----------|
| ORDRE DU JOUR | P. 2 |
| DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ | P. 3 |
| MESSAGE DU PRÉSIDENT | P. 4 |
| RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE | P. 5-7 |
| RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS | P. 8-9 |
| RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES | P. 10-12 |
| PROJET DE RÉSOLUTIONS | P. 13 |
| ÉTATS FINANCIERS | P. 14-19 |
| ÉTAT ANNEXÉ | P. 20-24 |

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Il est proposé aux Administrateurs de convoquer une Assemblée Générale Ordinaire Annuelle le 17 juin 2009, à 16 H, à la salle François LOUGAH du Palais de la Culture d'Abidjan en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration et Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2008
- Approbation des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2008 - quitus aux Administrateurs
- Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions réglementées
- Affectation et répartition du résultat
- Ratification de la cooptation de deux Administrateurs
- Fixation des indemnités de fonction des Administrateurs
- Pouvoirs en vue des formalités.

DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ



CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ADMINISTRATEURS

| | Exercice de fin de Mandat |
|-----------------------|------------------------------|
| ZADI KESSY MARCEL | 2011 |
| AHOUNE FIRMIN | 2012 |
| BOUYGUES MARTIN | 2013 |
| BOUYGUES OLIVIER | 2013 |
| CASSAGNE JEAN-JACQUES | 2009 |
| DERIPPE JEAN | 2011 |
| DIARRA OUSMANE | 2011 |
| KONAN CAMILLE | 2009 |
| MIREMONT AUGUSTE | 2010 |
| PETERSCHMITT LOUIS | 2012 |
| SANGARET AUGUSTE | 2009 |
| MARTIN STÉPHANE | 2013 |

COMMISSAIRES AUX COMPTES

| | | |
|-----------|----------------------|------|
| TITULAIRE | ERNST & YOUNG | 2012 |
| SUPPLÉANT | UNICONSEIL | 2012 |
| TITULAIRE | MAZARD & GUERARD | 2010 |
| SUPPLÉANT | UN'DABIAN KROAH BILE | 2010 |

COMITÉ DE DIRECTION

PRESIDENT — ZADI KESSY MARCEL

DIRECTEUR GÉNÉRAL

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES OPERATIONS

ATTACHE DIRECTION GENERALE

ATTACHE DIRECTION GENERALE

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

DIRECTEUR LOGISTIQUE

RESPONSABLE CELLULE INFORMATIQUE

DIRECTEUR FINANCIER ET COMPTABLE

DIRECTEUR BUDGET ET CONTRÔLE DE GESTION

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT TECHNIQUE

DIRECTEUR PRODUCTION ABIDJAN

DIRECTEUR ÉTUDES MAINTENANCE TRAVAUX

DIRECTEUR ASSAINISSEMENT

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT EXPLOITATION

DIRECTEUR EXPLOITATION ABIDJAN

DIRECTEUR EXPLOITATION INTÉRIEUR

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

EBAH BASILE

DAUPHIN GEORGES

LAGO CHANTAL

SEM ELEONORE

COULIBALY AICHA

ZADOU DEGRE VIRGINIE

DIAGOU LUCIENNE

KOUADIO CHRISTOPHE

DEGNY AKADIE GUY

FLORENT

DA CRUZ DOMINIQUE

GOSSO OLIVIER

TCHIMOU N'GBOCHO

TAPE ZEKRE

KOUADIO AMANI

ANGOFI JACOB

YOBOUË DESCORD

FOFANA BRIHIMA

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Mesdames, Messieurs, Chers actionnaires,

L'année 2008 a vu démarrer l'exécution du nouveau contrat d'affermage qui, comme je vous l'avais indiqué dans mon message de l'année dernière, nous offre de nouvelles opportunités d'améliorer les performances de SODECI et le service de distribution publique urbaine d'eau potable.

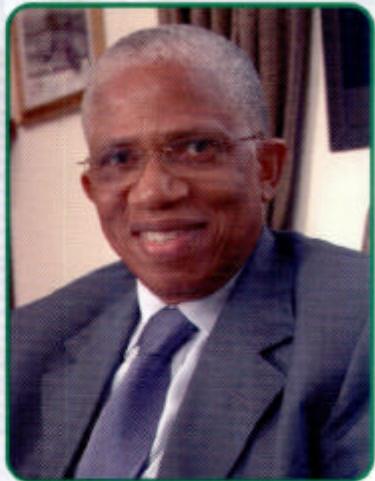
La crise qui s'installe dans la durée, doublée d'une conjoncture économique mondiale difficile qui a occasionné un renchérissement des coûts des facteurs notamment des prix des produits pétroliers et de l'électricité, n'a pas épargné notre entreprise.

Notre trésorerie s'est encore dégradée du fait de l'accumulation des impayés de consommation d'eau de l'Etat et des zones CNO qui s'élèvent à 55 milliards FCFA soit plus d'une année de chiffre d'affaires hors taxes.

Au regard de cette situation, un plan de communication a été élaboré dans le but de remobiliser nos collaborateurs autour de nos valeurs, et d'informer nos clients sur les difficultés que rencontre SODECI.

Malgré le contexte difficile, l'année 2008 nous a apporté quelques satisfactions :

- le résultat net social s'est amélioré
- notre certificat AFAQ ISO 9001 version 2000 a été renouvelé,
- le climat social est resté apaisé malgré quelques perturbations.



Sur le plan financier nous poursuivons nos efforts de recouvrement des créances de l'Etat.

En matière d'investissements, le secteur a bénéficié de concours financiers qui ont été accordés grâce aux actions de notre ministère de tutelle.

Permettez-moi, en votre nom et au mien, de féliciter et encourager le personnel de la SODECI pour les efforts et les sacrifices consentis afin de garantir la stabilité de votre entreprise.

Je vous remercie pour votre confiance et votre soutien.

Marcel ZADI KESSY
Président du Conseil d'Administration

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire conformément aux statuts afin de faire entendre la lecture du rapport de gestion de votre Conseil d'Administration, ainsi que des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice 2008 et sur les opérations intervenues au cours de ladite période.

Nous vous demanderons, après avoir entendu ces rapports, de statuer sur les comptes, et de vous prononcer sur les résolutions qui vous sont soumises.

Nous vous rappelons que, conformément aux articles 525 et 526 de l'Acte Uniforme relatif au droit des Sociétés Commerciales, tous les actionnaires ont

eu la faculté de consulter, au siège de la société, les états financiers et autres documents et qui sont également adressés à :

- La Direction Générale des Grandes Entreprises,
- La Comptabilité Nationale,
- La Banque de Données Financières,
- La Direction de l'Enregistrement,
- Et la BCEAO.

Votre Conseil d'Administration se tient d'autre part à votre disposition pour vous fournir en séance tous les éclaircissements que vous pourriez souhaiter.

ACTIVITÉS

L'année 2008 a été dominée, sur le plan politique, par le démarrage des opérations couplées d'identification de la population et de recensement électoral et les décisions du 4^{ème} CPC (cadre permanent de concertation) relatives au redéploiement de la justice à la réalisation effective de la réunification des caisses financières dans la zone CNO et à la résolution de

la question des grades des officiers des Forces Nouvelles.

Dans un environnement inflationniste important (+6,30%) nous avons pu faire accepter un nouveau prix maximal de base (250 F/m³) et la prise en charge par l'Etat des coûts d'exploitation supportés en zone CNO.

| Données d'activités comparées | Exercice 2007 | Exercice 2008 | Variation (en valeur) | Variation (%) |
|--|---------------|---------------|-----------------------|---------------|
| Nbre d'Abonnés | 576 552 | 601 941 | 25 389 | 4,40 |
| M ³ produits (Km ³) | 170 897 | 175 882 | 4 985 | 2,92 |
| M ³ facturés (Km ³) | 132 759 | 136 230 | 3 471 | 2,61 |
| Ratio de Facturation | 77,7 | 77,5 | | |

Le nombre d'abonnés actifs évolue en moyenne, toutes zones confondues de 4%. Il reste stable et correspond au nombre de branchements réalisés sur la période. La production totale (en milliers de m³) augmente de 2,9%. La variation est sensiblement la même entre les directions régionales zone libre qu'à

Abidjan. Elle est très importante en zone CNO du fait du renforcement des capacités des installations de Bouaké et Korhogo. La facturation annuelle en cubage ne progresse que de 2,6% conséquence d'un ratio sensiblement en baisse par rapport à 2007.

| Produits (en millions de FCFA) | Exercice 2007 | Exercice 2008 | Variation (en valeur) | Variation (%) |
|--------------------------------|---------------|---------------|-----------------------|---------------|
| Ventes d'Eau HT | 31 912 | 35 484 | 3 572 | 11,19 |
| Travaux, services vendus | 14 828 | 16 246 | 1 418 | 9,56 |
| Autres produits | | | | |
| (dont financiers et HAO) | 3 627 | 10 156 | 6 529 | NS |
| Dont Produit exceptionnel | | 8 413 | | |
| Total Produits | 50 367 | 61 886 | 11 519 | 22,87 |

Les produits progressent de 22,87% sur la période. Les ventes d'eau hors taxes progressent de plus de 11%, cette augmentation est constituée par les rattrapages de tarif à 242 FCFA et à 250 FCFA/M³ (appliqué depuis le 21 février 2008), et à l'application de la formule de révision du Prix Maximal de Base, relative à la hausse des coûts de l'électricité, des produits de traitement et du carburant. Cette augmentation prend également en compte l'effet volume sur la période.

L'évolution de la part travaux et services vendus est impactée pour la part TLE par la baisse d'activité de

35% des branchements subventionnés compensée par la progression de +8,7% des branchements ordinaires. L'activité travaux évolue de +29% grâce au démarrage sur 2008 des travaux de construction et d'équipement du château d'Abatta et de la réhabilitation de la station de la Loka.

Les autres produits (dont financiers et HAO) connaissent une variation exceptionnelle due à la prise en compte d'un produit exceptionnel relatif à la reconnaissance par l'Etat des coûts d'exploitation supportés en zone CNO.

| Charges (en millions de FCFA) | Exercice 2007 | Exercice 2008 | Variation (en valeur) | Variation (%) |
|--|---------------|---------------|-----------------------|---------------|
| Achats et services | 29 816 | 31 142 | 1 326 | 4,45 |
| Charges de Personnel | 9 231 | 9 550 | 319 | 3,46 |
| Amortissements, provisions et autres charges | 10 532 | 20 233 | 9 701 | 92,11 |
| Total Charges | 49 579 | 60 925 | 11 346 | 22,88 |

Les charges totales augmentent de 22,88% sur la période.

La hausse des achats et services est due à l'augmentation du coût de l'électricité, du carburant et des charges de sous-traitance liées à la progression des activités travaux.

Les charges de personnel sont conformes à l'évolution de l'effectif.

L'évolution des autres charges est due principalement à l'enregistrement d'une provision exceptionnelle

de 6 310 millions de FCFA (à mettre en regard du produit exceptionnel de 8 413 millions de FCFA, relatif à la prise en compte par l'Etat des coûts d'exploitation dans la zone CNO) et son effet sur le niveau des impayés société.

Nous terminons l'année 2008 avec un résultat net de **962 millions de FCFA** en hausse de **174 millions de FCFA** par rapport à l'année précédente.

Le total du Bilan consolidé de la SODECI vous est présenté ci-dessous, il progresse de 10,40%.

| Evolution du Bilan (en millions de FCFA) | Réalisé 2007 | Réalisé 2008 | Var 08/07 (%) |
|--|----------------|----------------|---------------|
| ACTIF | | | |
| <i>dont Actif immobilisé net</i> | 102 778 | 113 468 | 10,40 |
| <i>dont Actif circulant</i> | 17 383 | 18 239 | 4,92 |
| <i>Dont Trésorerie</i> | 84 383 | 94 683 | 12,21 |
| <i>Dont Trésorerie</i> | 1 012 | 546 | -46,05 |
| PASSIF | 102 778 | 113 468 | 10,40 |
| <i>dont Capitaux Permanents</i> | 30 673 | 37 980 | 23,82 |
| <i>dont Passif Circulant</i> | 67 628 | 68 654 | 1,52 |
| <i>dont Trésorerie-Passif</i> | 4 478 | 6 834 | 52,61 |

Les investissements réalisés en 2008 représentent 4 145 millions de FCFA.

L'évolution de l'actif circulant est due principalement aux impayés de l'Etat qui représentent 55 659 millions de FCFA au 31 décembre 2008.

Cette situation pèse fortement sur notre trésorerie qui continue de se dégrader et représente en net 6 288 millions de FCFA de concours bancaires. Le niveau moyen de l'action a progressé de 53% au cours de l'exercice. La rentabilité sur fonds propres est de 8,98%, soit une augmentation de 21,5%.

PERSPECTIVES

| Perspectives | 2008 | Plan 2009 | Variation (en valeur) | Variation (%) |
|--|---------|-----------|--------------------------|------------------|
| Nbre d'Abonnés | 601 941 | 612 000 | 10 059 | 1,67 |
| M ³ produits (Km ³) | 175 882 | 180 460 | 4 578 | 2,60 |
| M ³ facturés (Km ³) | 136 230 | 142 278 | 6 048 | 4,44 |
| Ratio de Facturation | 77,5 | 78,8 | | |

Le périmètre d'activité et les conditions d'exploitation resteront inchangés et n'évolueront qu'en fonction de la situation politique. Le redéploiement en zone CNO sera conditionné par la tenue effective des élections en 2009. Nous restons prudents sur l'évolution de la production qui sera influencée par la saturation de nos installations et notre capacité à maintenir une bonne continuité de service. La facturation sera proportionnelle à l'évolution des volumes

produits avec un ratio qui devrait se maintenir au moins à son niveau 2008.

Le résultat que nous espérons maintenir au niveau des années précédentes sera conditionné par l'amélioration de notre trésorerie, elle-même très fortement dépendante des difficultés financières de l'Etat.

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2008

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- Le contrôle des états financiers annuels de la Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire, S.A. (SODECI) tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I- Opinion sur les états financiers annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables prévues par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit Comptable.

II- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Les Commissaires aux Comptes

Mazars Côte d'Ivoire

Ernst et Young

Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé

Caroline Zamojciowna-Orio
Expert-Comptable Diplômé

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Exercice clos le 31 décembre 2008

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée aux articles 438 à 448 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Cependant, en application de l'article 440 alinéa 7 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1. Convention d'assistance générale conclue avec finagestion

Administrateurs communs : Messieurs Olivier BOUYGUES,
Marcel ZADI KESSY
Jean-Jacques CASSAGNE

Nature et objet : Les prestations d'assistance générale portent sur les domaines juridique, financier, comptable, informatique, technique, des ressources humaines et du management. Cette convention est conclue pour une durée d'un an avec tacite reconduction.

Modalités et rémunération : Ces diverses prestations sont rémunérées au taux de 3.93 % du chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'exercice précédent et font l'objet de facturations trimestrielles. Le montant total comptabilisé en charges par la SODECI au titre de ces prestations

s'élève à F CFA 1.524 millions hors taxes pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

2. Convention d'assistance générale conclue avec GS2E

| | |
|---------------------------|--|
| Nature et objet | : Convention de services pour la réalisation de prestations dans les principaux domaines suivants : |
| | <ul style="list-style-type: none">- Ressources humaines et formation.- Audit exploitation eau et électricité.- Communication et documentation.- Systèmes d'information.- Finances, comptabilité, achats et assurances.- Conseil juridique.- Ingénierie financière, études et maîtrise d'œuvre.- Qualité, sécurité et environnement. |
| Modalités et rémunération | : Sur l'exercice 2008, le coût total facturé au titre des prestations rendues à la SODECI par le GS2E s'est élevé à 1.158 millions hors taxes. |

3. Convention de bail conclue avec la CIE

| | |
|-------------------------|--|
| Administrateurs communs | : Messieurs Martin BOUYGUES, Olivier BOUYGUES, Marcel ZADI KESSY, Ousmane DIARRA, Jean-Jacques CASSAGNE, Louis PETERSCHMITT. |
| Nature et objet | : Location à la CIE d'un immeuble composé d'une tour de huit étages, d'une galette, d'un parking souterrain et de parkings extérieurs. Cette convention, en date du 1 ^{er} Février 1993, est consentie et acceptée pour une durée de 9 ans et est renouvelable par tacite reconduction par période triennale. |

Modalités et rémunération : Le loyer trimestriel est de FCFA 55 millions. Le loyer perçu par la SODECI au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008 s'élève à FCFA 221 millions hors taxes.

4. Convention d'assistance médicale curative conclue avec la CIE

Administrateurs communs : Messieurs Martin BOUYGUES, Olivier BOUYGUES, Marcel ZADI KESSY, Ousmane DIARRA, Jean-Jacques CASSAGNE, Louis PETERSCHMITT.

Nature et objet : Assistance médicale curative. Cette convention autorise le personnel de la SODECI à recevoir des soins médicaux au sein de la CIE.

Modalités et rémunération : Les charges supportées par la SODECI sur l'exercice 2008 s'élèvent à FCFA 5 millions.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Les Commissaires aux comptes
Mazars Côte d'Ivoire

Ernst & Young

Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé

Caroline Zamojciowna-Orio
Expert-Comptable Diplômé

PROJET DE RÉSOLUTIONS

PREMIÈRE RÉSOLUTION

Après avoir entendu la lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice 2008, du bilan et du compte de résultats nets au 31 décembre 2008, ainsi que du Rapport Général des Commissaires aux Comptes concernant le même exercice, et après avoir pris connaissance de tous les renseignements et explications complémentaires qui lui ont été fournis en séance, l'Assemblée Générale approuve, sans exception, ni réserve lesdits rapports et lesdits comptes, tels qu'ils lui ont été présentés et toutes les opérations et écritures qui s'y trouvent mentionnées ou enregistrées.

En conséquence, l'Assemblée Générale arrête au chiffre de **962 629 880 FCFA** le montant du bénéfice net de cet exercice, après imputation de l'impôt y afférent.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de leur gestion pour l'exercice 2008.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes concernant les conventions visées par l'article 438 de l'Acte Uniforme relatif au droit des Sociétés Commerciales approuve toutes les conventions et opérations qui s'y trouvent mentionnées.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, après avoir constaté que le bénéfice de l'exercice 2008 s'élève à **962 629 880 FCFA** et compte tenu du Report à Nouveau antérieur de 132 588 418 FCFA, décide d'affecter le bénéfice disponible de 1 095 218 298 FCFA de la manière suivante :

| | |
|--|-------------|
| - à la distribution d'un dividende brut de | 900 000 000 |
| - le solde au Report à nouveau, soit | 195 218 298 |

L'Assemblée Générale fixe à 1 000 FCFA bruts par action le montant du dividende total qui reviendra, au titre de l'exercice 2008 à chacune des 900 000 actions composant le capital soit 900 FCFA nets par action. Ce dividende sera mis en paiement à la diligence de la Direction Générale, à compter du 30 juin 2009.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale après lecture du rapport de gestion, décide de ratifier la cooptation en qualité d'Administrateur de Monsieur Fabrice PAGANI en remplacement de Monsieur Jean DERIPPE démissionnaire effectuée en Conseil d'Administration le 17 février 2009 pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après lecture du rapport de gestion, décide de ratifier la cooptation, en qualité d'Administrateur, de la Société ECP FII FINAGESTION, en remplacement de Monsieur Auguste SANGARET démissionnaire, effectuée en Conseil d'Administration le 17 février 2009, pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'allouer aux Administrateurs, en rémunération de leurs activités, à titre d'indemnité de fonction, une somme annuelle de 26 000 000 FCFA dont la répartition sera effectuée par le Conseil d'Administration et qui sera maintenue jusqu'à nouvelle décision.

HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous les pouvoirs au porteur d'originaux ou de copies du procès-verbal constatant ces délibérations, à effet d'accomplir toutes formalités légales, dépôts ou autres de publicité.

BILAN

ACTIF

Exercice 2008

Exercice 2007

BRUT

AMORT/PROV.

NET

NET

ACTIF IMMOBILISE (I)

AA Charges immobilisées

- AX Frais d'établissement
- AY Charges à répartir
- AC Primes de remboursement des obligations

AD Immobilisations incorporelles

| | | | | |
|---|---------------|---------------|-------------|---------------|
| AE Frais de recherche et développement | | | | |
| AF Brevets, licences et logiciels | 3 399 500 350 | 2 535 197 691 | 864 302 659 | 1 016 481 244 |
| AG Fonds de commerce | | | | |
| AH Autres immobilisations incorporelles | 116 956 903 | 116 956 903 | | - |

AI Immobilisations corporelles

| | | | | |
|---------------------------------|----------------|----------------|---------------|---------------|
| AJ Terrains | 276 601 031 | | 276 601 031 | 276 601 031 |
| AK Bâtiments | 9 023 198 937 | 8 609 862 360 | 413 336 577 | 492 047 773 |
| AL Installations et agencements | 5 320 831 715 | 3 999 122 366 | 1 321 709 349 | 2 121 439 631 |
| AM Matériel | 20 352 457 664 | 14 150 228 884 | 6 202 228 780 | 6 158 604 966 |
| AN Matériel de transport | 8 900 090 344 | 5 403 680 636 | 3 496 409 708 | 2 560 385 215 |

AP Avances et acomptes versés sur immobilisations 490 087 665

490 087 665

470 813 957

AQ Immobilisations financières

| | | | | |
|---------------------------------------|---------------|------------|---------------|---------------|
| AR Titres de participation | 211 200 000 | | 211 200 000 | 211 200 000 |
| AS Autres immobilisations financières | 5 008 840 568 | 45 239 509 | 4 963 601 059 | 4 075 422 877 |

AW (1) dont H. A. O. : Brut
Net

| | | | | |
|--------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| AZ TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I) | 53 099 765 177 | 34 860 288 349 | 18 239 476 828 | 17 382 996 694 |
|--------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|

ACTIF CIRCULANT

BA Actif circulant H. A. O.

BB Stocks

| | | | | |
|--|---------------|-------------|---------------|---------------|
| BC Marchandises | | | | |
| BD Matières premières et autres Approvisionnements | 5 336 796 237 | 553 570 898 | 4 783 225 339 | 4 874 411 764 |
| BE Encours | | | | |
| BF Produits fabriqués | 808 430 541 | | 808 430 541 | 698 796 501 |

BG Créances et emplois assimilés

| | | | | |
|--------------------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| BH Fournisseurs, avances versées | 1 271 412 107 | | 1 271 412 107 | 790 669 304 |
| BI Clients | 80 057 637 599 | 22 355 912 767 | 57 701 724 832 | 62 974 620 532 |
| BJ Autres créances | 30 801 287 482 | 682 862 986 | 30 118 424 496 | 15 044 784 254 |
| BK TOTAL ACTIF CIRCULANT (II) | 118 275 563 966 | 23 592 346 651 | 94 683 217 315 | 84 383 282 355 |

TRESORERIE - ACTIF

| | | | | |
|-------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| BQ Titres de placement | 523 615 740 | | 523 615 740 | 895 715 326 |
| BR Valeurs à encaisser | | | | 0 |
| BS Banques, CCP, caisse | 281 915 298 | 259 861 895 | 22 053 403 | 116 132 142 |

BT TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)

805 531 038

259 861 895

545 669 143

1 011 847 468

BU Ecart de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)

| | | | | |
|---|------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|
| BZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV) | 172 180 860 181 | 58 712 496 895 | 113 468 363 286 | 102 778 126 517 |
|---|------------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|

BILAN

PASSIF

Exercice 2008

Exercice 2007

CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES

| | | |
|--|--|-----------------------|
| CA Capital | 4 500 000 000 | 4 500 000 000 |
| CB Actionnaires capital non appelé | | |
| CC Primes et réserves | | |
| CD Primes d'apport, d'émission, de fusion | 255 906 342 | 255 906 342 |
| CE Ecarts de réévaluation | 1 045 087 734 | 1 045 087 734 |
| CF Réserves indisponibles | 909 800 000 | 909 800 000 |
| CG Réserves libres | 2 911 725 555 | 2 911 725 555 |
| CH Report à nouveau | (+ ou -) 132 588 418 | 244 162 898 |
| CI Résultat net de l'exercice | (bénéfice + ou perte -) 962 629 880 | 788 425 520 |
| CK Autres capitaux propres | | |
| CL Subventions d'investissement | 6 445 875 | 12 939 850 |
| CM Provisions réglementées et fonds | | |
| CP TOTAL CAPITAUX PROPRES (I) | 10 724 183 804 | 10 668 047 899 |
| DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1) | | |
| DA Emprunts | 3 458 066 151 | 3 735 785 567 |
| DB Dettes de crédit-bail et contrats assimilés | 827 244 750 | 757 485 023 |
| DC Dettes financières diverses | 12 969 355 162 | 12 170 625 615 |
| DD Provisions financières pour risques et charges | 10 001 549 168 | 3 340 644 666 |
| DE (1) dont H. A. O. | | |
| DF TOTAL DETTES FINANCIERES (II) | 27 256 215 231 | 20 004 540 871 |
| DG TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II) | 37 980 399 035 | 30 672 588 770 |

PASSIF CIRCULANT

| | | |
|---|-----------------------|-----------------------|
| DH Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O. | 441 055 495 | 142 975 381 |
| DI Clients, avances reçues | 4 885 175 982 | 5 699 774 310 |
| DJ Fournisseurs d'exploitation | 16 946 073 891 | 13 548 708 149 |
| DK Dettes fiscales | 44 395 430 923 | 46 670 949 841 |
| DL Dettes sociales | 1 736 679 013 | 1 256 880 909 |
| DM Autres dettes | 249 793 888 | 308 308 095 |
| DN Risques provisionnés | | |
| DP TOTAL PASSIF CIRCULANT (III) | 68 654 209 192 | 67 627 596 685 |

TRESORERIE PASSIF

| | | |
|---|------------------------|------------------------|
| DQ Banques, crédits d'escompte | | |
| DR Banques, crédits de trésorerie | | |
| DS Banques, découverts | 6 833 755 059 | 4 477 941 062 |
| DT TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV) | 6 833 755 059 | 4 477 941 062 |
| DU Ecarts de conversion-Passif (V) | | |
| DZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | 113 468 363 286 | 102 778 126 517 |

N° d'identification fiscale : 0100984A

COMpte DE RÉSULTAT

CHARGES

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION

| | | Exercice 2008 | Exercice 2007 |
|--|---|-----------------------|-----------------------|
| RA | Achats de marchandises | 6 151 571 | 2 060 615 |
| RB | Variation de stocks (- ou +) | | |
| | (Marge brute sur marchandises voir TB) | | |
| RC | Achats de matières premières et fournitures liées | 8 075 780 338 | 8 872 152 167 |
| RD | Variation de stocks (- ou +) | 417 514 900 | -887 164 730 |
| | (Marge brute sur matières voir TG) | | |
| RE | Autres achats | 8 048 111 509 | 7 489 229 237 |
| RH | Variation de stocks (- ou +) | | |
| RI | Transports | 1 183 308 373 | 1 336 705 557 |
| RJ | Services extérieurs | 13 318 301 370 | 12 477 118 215 |
| RK | Impôts et taxes | 962 098 244 | 1 447 210 150 |
| RL | Autres charges (Valeur ajoutée voir TN) | 6 429 101 051 | 4 757 007 480 |
| RP | Charges de personnel (1) | 9 407 301 038 | 8 991 802 390 |
| RQ | (1) dont personnel extérieur 750 281 972 (Excédent brut d'exploitation voir TQ) | 759 225 197 | |
| RS | Dotations aux amortissements & provisions | 3 950 403 424 | 3 903 636 809 |
| RW Total des charges d'exploitation | | 51 798 071 818 | 48 389 757 890 |

(Résultat d'exploitation voir TX)

PRODUITS

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION

| | | | |
|---|--------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| TA | Ventes de marchandises | 28 372 463 | 9 654 109 |
| TB | MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES | 22 220 892 | 7 593 494 |
| TC | Ventes de produits fabriqués | 35 485 891 958 | 31 911 847 325 |
| TD | Travaux, services vendus | 14 979 912 789 | 13 526 144 461 |
| TE | Production stockée (ou déstockage) | (+ ou -) | 109 634 040 |
| TF | Production immobilisée | 960 424 209 | 73 321 416 |
| TG | MARGE BRUTE SUR MATIÈRES | 43 042 567 758 | 38 594 153 280 |
| TH | Produits accessoires | 523 474 461 | 459 420 891 |
| T I | CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH) | 51 017 651 671 | 45 907 066 786 |
| TJ | (1) dont à l'exportation | | |
| TK | Subventions d'exploitation | 498 183 332 | 711 856 008 |
| TL | Autres produits | | |
| TN | VALEUR AJOUTÉE | 14 145 525 896 | 12 265 753 034 |
| TQ | EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION | 4 738 224 858 | 3 273 950 644 |
| TS | Reprises de provisions | 313 818 889 | 1 847 310 812 |
| TT | Transferts de charges | | |
| TW Total des produits d'exploitation | | 52 899 712 141 | 49 607 382 537 |
| TX RESULTAT D'EXPLOITATION | | 1 101 640 323 | 1 217 624 647 |

Bénéfice (+) ; Perte (-)

N° d'identification fiscale : 0100984A

COMpte DE RÉSULTAT

| | | Exercice 2008 | Exercice 2007 |
|---|---------------------|-----------------------|-----------------------|
| CHARGES | | | |
| RW Report total des charges d'exploitation | | 51 798 071 818 | 48 389 757 890 |
| ACTIVITE FINANCIERE | | | |
| SA Frais financiers | | 435 492 682 | 333 037 359 |
| SC Pertes de change | | | |
| SD Dotations aux amortissements et aux provisions | | | |
| SF Total des charges financières | | 435 492 682 | 333 037 359 |
| (Résultat financier voir UG) | | | |
| SH Total des charges des activités ordinaires | | 52 233 564 500 | 48 722 795 249 |
| HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.) | | | |
| SK Valeurs comptables des cessions d'immobilisations | | 328 259 581 | 753 797 213 |
| SL Charges H.A.O. | | 62 759 003 | 43 315 245 |
| SM Dotations H.A.O. | | 6 310 204 615 | |
| SO Total des charges H.A.O. | | 6 701 223 199 | 797 112 458 |
| (Résultat H.A.O. voir UF) | | | |
| SQ Participation des travailleurs | | 2 560 469 243 | 818 942 544 |
| SR Impôts sur le résultat | | 2 560 469 243 | 818 942 544 |
| SS Total participation et impôts | | | |
| ST TOTAL GENERAL DES CHARGES | | 61 495 256 942 | 50 338 850 251 |
| (Résultat net voir UZ) | | | |
| PRODUITS | | | |
| TW Report total des produits d'exploitation | | 52 899 712 141 | 49 607 382 537 |
| UA Revenus financiers | | 334 511 141 | 52 862 461 |
| UC Gains de change | | | |
| UD Reprises sur provisions | | | |
| UE Transferts de charges | | | |
| UF Total des produits financiers | | 334 511 141 | 52 862 461 |
| UG RESULTAT FINANCIER (+ ou -) | -100 981 541 | -280 174 898 | |
| UH Total des produits des activités ordinaires | | 53 234 223 282 | 49 660 244 998 |
| UI RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1) | | | |
| (+ ou -) | 1 000 658 782 | 937 449 749 | |
| UJ (1) dont impôt correspondant | 328 107 412 | | |
| UK Produits de cessions d'immos | | 326 097 497 | 728 612 841 |
| UL Produits H.A.O. | | 8 891 072 068 | 738 417 932 |
| UM Reprises H.A.O. | | 6 493 975 | |
| UN Transferts de charges | | | |
| UO Total des produits H.A.O. | | 9 223 663 540 | 1 467 030 773 |
| UP RESULTAT H.A.O. | 2 522 440 341 | 669 918 315 | |
| UT TOTAL GENERAL DES PRODUITS | | 62 457 886 822 | 51 127 275 771 |
| UZ RESULTAT NET | 962 629 880 | 788 425 520 | |
| Bénéfice (+) ; Perte (-) | | | |

N° d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAF.G = EBE

- Charges décaissables restantes / à l'exclusion des cessions
- + Produits encaissables restants / d'actif immobilisé

| | E.B.E. | 4 738 224 858 |
|--------------------------------|--|-------------------------|
| (SA) Frais financiers | 435 492 682 | |
| (SC) Pertes de change | (UA) Revenus financiers | 334 511 141 |
| (SL) Charges H.A.O. | (UE) Transferts de charges financières | |
| (SQ) Participation | (UC) Gains de change | |
| (SR) Impôts sur le résultat | (UL) Produits H.A.O. | 8 891 072 068 |
| | (UN) Transferts de charges H.A.O. | |
| TOTAL (I) | TOTAL (II) | 13 963 808 067 |
| CAF.G : Total (II) - Total (I) | = 10 905 087 139 | (N - 1) : 2 869 935 889 |

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAF.G - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 10 905 087 139 - 900 000 000 = 10 005 087 139

(N - 1) : 2 262 435 889

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

| | Emplois augmentation (+) | Ressources diminution (-) |
|---|-----------------------------|------------------------------|
| Variation des stocks : N - (N - 1) | | |
| (BC) Marchandises | ou | 91 186 425 |
| (BD) Matières premières | ou | |
| (BE) En-cours | ou | |
| (BF) Produits fabriqués | ou | |
| (A) Variation globale nette des stocks | 18 447 615 | ou |
| Variation des créances : N - (N - 1) | | |
| (BH) Fournisseurs, avances versées | ou | |
| (BI) Clients | ou | 5 272 895 700 |
| (BJ) Autres créances | ou | |
| (BU) Ecarts de conversion - Actif | ou | |
| (B) Variation globale nette des créances | 10 281 487 345 | ou |
| Variation des dettes circulantes : N - (N - 1) | | |
| (DI) Clients, avances reçues | ou | |
| (DJ) Fournisseurs d'exploitation | ou | |
| (DK) Dettes fiscales | ou | 3 397 365 742 |
| (DL) Dettes sociales | ou | |
| (DM) Autres dettes | ou | 479 798 104 |
| (DN) Risques provisionnés | ou | |
| (DU) Ecarts de conversion - Passif | ou | |
| (C) Variation globale nette des dettes circulantes | 728 532 393 | ou |
| VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C) | 9 571 402 567 | ou |

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

| | 2008 | 2007 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Excédent brut d'exploitation | 4 738 224 858 | 3 273 950 644 |
| - Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources) | (- ou +) | -3 390 700 607 |
| - Production immobilisée | -960 424 209 | -1 067 827 515 |
| EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION | -5 793 601 918 | -1 184 577 478 |

(N° d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

| | | <i>Exercice 2008</i> | <i>Exercice 2006</i> (E - ; R +) |
|---|---|-------------------------|-------------------------------------|
| | | <i>Emplois</i> | <i>Ressources</i> |
| I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS | | | |
| FA | Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice) | | |
| | Croissance interne | | |
| FB | Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles | 257 556 033 | -54 251 696 |
| FC | Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles | 3 037 858 639 | -4 122 049 760 |
| | Croissance externe | | |
| FD | Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières | 1 175 209 692 | 446 372 168 |
| FF INVESTISSEMENT TOTAL | | 4 144 526 867 | -3 729 929 288 |
| FG II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.) | | 9 571 402 567 ou | -3 390 700 607 |
| FH A - EMPLOIS ECONOMIQUES À FINANCER (FF + FG) | | 13 715 929 434 | -7 120 629 895 |
| F I III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.) | | ou | 298 080 114 |
| FJ IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1) | | 277 719 415 | -472 611 640 |
| Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières | | | |
| (1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII | | | |
| FK B - EMPLOIS TOTAUX À FINANCER | | 13 695 568 735 | -7 975 618 635 |
| V. FINANCEMENT INTERNE | | | |
| FL | Dividendes (Emplois) / C.A.F.G. (Ressources) | 900 000 000 | 10 905 087 139 |
| | | | 2 262 435 889 |
| VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES | | | |
| FM | Augmentations de capital par apports nouveaux | | |
| FN | Subventions d'investissement | | |
| FP | Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant) | | |
| VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS | | | |
| FQ | Emprunts (2) | 868 489 274 | 1 540 159 576 |
| FR | Autres dettes financières (2) | | |
| | (2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois | | |
| FS C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT | | 10 873 576 413 | 3 802 595 465 |
| FT D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B) | | 2 821 992 322 | ou |
| | | -4 173 023 170 | |
| VIII. VARIATION DE LA TRÉSORERIE | | | |
| Trésorerie nette | | | |
| FU | à la clôture de l'exercice + ou - | -6 288 085 916 | |
| FV | à l'ouverture de l'exercice + ou - | -3 466 093 594 | |
| FW VARIATION TRÉSORERIE : -2 821 992 322 ou | | 2 821 992 322 | -4 173 023 170 |
| (+ si Emploi ; - si Ressources) | | | |
| Contrôle : D = VIII avec signe opposé | | | |
| Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences "bilançielles" | | | |
| CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1) | | <i>Emplois</i> | <i>Ressources</i> |
| Variation du fonds de roulement (F.d.R.) | : FdR(N) - FdR(N - 1) | ou | 6 451 330 131 |
| Variation du B.F. global (B.F.G.) | : BFG(N) - BFG(N - 1) | 9 273 322 453 ou | |
| Variation de la trésorerie (T) | : T(N) - T(N - 1) | ou | 2 821 992 322 |
| TOTAL | | 9 273 322 453 = | 9 273 322 453 |

N° d'identification fiscale : 0100984A

ÉTAT ANNEXÉ

Règles Générales d'Etablissement et de Présentation des Comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008

L'état annexé aux états financiers présente les principales règles et méthodes comptables appliquées par la SODECI pour établir ses états financiers, les règles spécifiques et les autres informations nécessaires pour l'appréciation des états financiers.

A. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers annuels ont été arrêtés conformément aux principes comptables définis par :

- le Droit comptable de l'OHADA en vigueur en Côte d'Ivoire depuis octobre 2003.
- les normes IFRS depuis l'exercice clos au 31 décembre 2005, notamment les provisions pour avantages liés au personnel (médailles du travail, IFC complémentaire et les avantages post-emploi).

Les changements de méthodes d'évaluation survenus au cours de l'exercice sont les suivants :

Changement de méthode comptable

Néant

Particularités concernant certains postes

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont totalement amortis au 31 décembre 2002. Les logiciels, les frais de développement et les études informatiques sont amortis selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation prévues qui sont comprises entre 3 et 7 ans. La migration de notre système de gestion clientèle de OCEANS vers SAPHIR a été réalisée à la Direction Régionale de la Basse Côte et dans les secteurs du Plateau et d'Abobo sud.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût de revient et sont comptabilisées au coût historique. Les immobilisations corporelles ont été réévaluées conformément à la loi de finances 1995 par application d'un coefficient de 1,4 sur les immobilisations existantes au 12 janvier 1994. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire sur la base de leur durée probable d'utilisation :

| | |
|--|----------|
| Bâtiments industriels et administratifs | 20 ans |
| Matériel et outillage | 7-10 ans |
| Compteurs SODECI | 10 ans |
| Matériel de transport et agencements véhicules | 3-5 ans |
| Engins de travaux publics | 5 ans |
| Matériel de bureau | 7-10 ans |
| Mobilier de bureau | 10 ans |
| Mobilier des agents | 10 ans |
| Matériels informatiques | 5 ans |

Immobilisations financières

Les immobilisations financières de la SODECI sont enregistrées au coût d'acquisition et comprennent au 31 décembre 2008 :

- deux prêts AFD (PCI et Assainissement) pour 3 458 millions de FCFA.
- un prêt (BICT) accordé à l'Etat de 15,3 millions de FCFA, suite à la transformation d'un avoir bancaire après liquidation, ce prêt est provisionné à 100%,
- une participation dans la société immobilière LOGIVOIRE de 8,5 millions de FCFA, provisionnée à 100 %,
- une participation de 211,2 millions de FCFA représentant 33% du capital de GS2E (Groupement des Services Eau et Electricité), un GIE créé par SODECI et CIE le 09 mai 2006 et ayant débuté ses activités le 1^{er} juillet 2006,
- des obligations Etat de 1 168,1 millions de FCFA correspondant au solde de la titrisation d'office de la taxe de drainage 2004 et 2005,
- des dépôts et cautions versés.

Stocks

Les stocks sont suivis en inventaire permanent et sont valorisés par la méthode du coût moyen pondéré. Les compteurs produits par la SOCA et les compteurs « retours terrains » sont évalués à un coût pré-établi. Les biens stockés importés, facturés et non réceptionnés au 31 décembre 2008 sont comptabilisés en marchandises en cours de

route (stocks flottants) pour une valeur de 670,7 millions de FCFA. Les provisions pour dépréciation des stocks sont évaluées sur la base du stock à rotation lente depuis plus de trois ans. Suite à l'inventaire physique intervenu dans la zone CNO au cours de l'exercice 2008, il a été procédé à une reprise de provision pour 326,3 millions de FCFA. Le montant total des provisions restantes s'élève à 553,6 millions de FCFA. Il n'y a pas eu de dotation au titre de l'exercice 2008.

Clients et comptes rattachés

Ce poste comprend l'ensemble des créances relatives aux activités eau, assainissement et travaux. Le risque de non recouvrement des créances du secteur public et parapublic est évalué - compte tenu des compensations qui sont régulièrement faites - selon que le client est « compensable » ou « non compensable ». Les créances « compensables » ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation quels que soient les retards de règlement. Les créances « non compensables » sont assimilées à des privés (les sociétés d'Etat en liquidation, les EPN, les mairies et les sociétés d'Etat) et donc provisionnées.

Les provisions pour dépréciation des créances sont déterminées en tenant compte de :

- la nature des clients (privés ménages, gros clients, administrations, parapublic etc ...),
- l'antériorité des créances,
- la non compensation des créances débitrices et créditrices,
- la couverture des créances actives,
- l'augmentation du risque de non recouvrement pour les impayés multiples sur des actifs.

Toutes les provisions sur les créances sont constituées pour la part SODECI, hors taxes (TVA, Surtaxes et Fonds de développement) nettes des avances sur consommations. Le solde net des créances Etat qui ressort du protocole de dettes et créances croisées signé le 28 février 2008 pour un montant de 29,3 milliards de FCFA (dont 20,9 milliards de FCFA issus de la compensation à fin 2006 et 8,4 milliards de FCFA de coûts d'exploitation zone CNO à fin 2006 reconnus par l'Etat de Côte d'Ivoire) est inscrit au bilan dans le poste BJ « Autres créances ».

Les **créances résiliées** sur les clients privés ménages sont provisionnées à 95% des impayés supérieurs à 1 an pour la part SODECI nette des avances sur consommation et à 80% pour les créances de l'année en cours comprises dans nos autres créances au bilan.

Les **créances actives** sur les clients privés ménages pour lesquels nous constatons des impayés multiples sur certaines polices actives sont provisionnées comme des résiliés (95%). Le risque de non recouvrement des créances sur les gros clients actifs est apprécié individuellement et tient compte du résultat des procédures de recouvrement engagées, de la solvabilité du client et de l'ancienneté de la créance. C'est sur cette analyse que le taux de provision est estimé.

En ce qui concerne l'**activité travaux**, les créances sur les entreprises du secteur privé et sur les personnes physiques sont provisionnées à hauteur de 50% sur les créances actives et 95% sur les créances douteuses.

Les émissions d'eau en compteur consommées mais non encore relevées et donc non facturées à la date de clôture représentent des produits à recevoir qui sont calculés selon une méthode statistique sur la part SODECI à recevoir. Les travaux en cours de réalisation en fin d'année (les travaux neufs, travaux de renouvellement et travaux d'entreprise) sont évalués et comptabilisés en produits à recevoir afin de prendre en comptabilité la marge à l'avancement sur l'exercice clôturé.

Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées :

- des droits acquis par le personnel, au titre des « indemnités de fin de carrière », évalués sur la base de l'article 40 de la Convention Collective Interprofessionnelle de Côte d'Ivoire,
- des risques juridiques issus d'un suivi individuel des litiges en cours,
- de divers autres risques.

Au titre de l'exercice 2008, une provision exceptionnelle pour charges d'un montant de 6,3 milliards de FCFA a été constituée destinée à couvrir la charge financière liée à la cession prévisible de la créance sur l'Etat de 29,3 milliards de FCFA.

TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS AU 31 DECEMBRE 2008 (En KFCFA)

| DESIGNATION | Provisions existantes au 31/12/07 | Dotation aux Provisions | Reprises des Provisions | Virement de postes à postes | Total provisions au 31/12/08 |
|---|-----------------------------------|-------------------------|-------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| EAU | 16 821 647 | 4 631 652 | 71 398 | | 21 381 901 |
| <i>Dont lié à la Guerre</i> | 11 278 520 | 3 300 083 | 22 832 | | 14 555 771 |
| FRAIS DE RECOUV. TRAITES ET CHQ. IMPAYES | 182 207 | 12 401 | 1 738 | | 192 870 |
| TRAVAUX LIES A L'EXPLOITATION | 376 108 | 49 761 | 53 318 | | 372 551 |
| EXPLOITATION EAU | 17 379 962 | 4 693 814 | 126 454 | 0 | 21 947 322 |
| AUTRES ACTIVITES | 342 270 | 66 482 | 161 | | 408 591 |
| DEPRECIACTION / CLIENTS | 17 722 232 | 4 760 296 | 126 615 | 0 | 22 355 913 |
| DEPRECIACTION / STOCK | 879 899 | | 326 328 | | 553 571 |
| <i>Dont lié à la Guerre</i> | 389 635 | | 326 328 | | 63 307 |
| DEPRECIACTION / AUTRES DEBITEURS | 238 054 | 444 809 | | | 682 863 |
| DEPRECIACTION / COMPTES FINANCIERS | 434 659 | | 174 797 | | 259 862 |
| DEPRECIACTION / IMMO. FINANCIERES & CORP. | 66 666 | | 21 426 | | 45 240 |
| <i>Dont lié à la Guerre</i> | 30 738 | | 21 426 | | 9 312 |
| TOTAL PROVISIONS P/ DEPRECIACTION | 19 341 510 | 5 205 105 | 649 167 | 0 | 23 897 448 |
| PERSONNEL | 2 857 244 | 434 788 | 288 046 | | 3 003 986 |
| RISQUES ET CHARGES DIVERS | 200 000 | 6 510 205 | | | 6 710 205 |
| RISQUES JURIDIQUES | 283 401 | 8 304 | 4 347 | | 287 358 |
| TOTAL PROVISIONS P/ RISQUES ET CHARGES | 3 340 645 | 6 953 297 | 292 393 | | 10 001 549 |
| TOTAL PROVISIONS | 22 682 155 | 12 158 402 | 941 560 | | 33 898 997 |
| <i>Dont lié à la Guerre</i> | 11 698 893 | 3 300 083 | 370 586 | | 14 628 390 |

Provisions liées à la guerre

Le matériel et outillage, le matériel et mobilier de bureau, le matériel informatique ainsi que le matériel de transport situés dans les zones Centre Nord Ouest (CNO), ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 100% de la valeur nette comptable. Cette provision est reprise au résultat en fonction de l'amortissement des biens. Les stocks détenus par la société dans ces mêmes zones et sur lesquels pèsent des risques de perte ont été dépréciés en totalité. Ces stocks ont été inventoriés au cours de l'exercice et les provisions ont été reprises à hauteur de 326 millions de FCFA. Les provisions constituées depuis le début de la crise et existant dans les comptes au 31 décembre 2008 s'élèvent à 14 628 millions de FCFA dont 14 556 millions de FCFA relatifs aux consommations d'eau non facturées.

Dettes financières

Les dettes LMT au 31 décembre 2008 s'élèvent à 17 255 millions de FCFA dont 12 969 millions de FCFA d'avances sur consommations versées par les clients, 3 458 millions de FCFA d'emprunts contractés auprès de l'AFD pour le compte de l'Etat et garantis par SODECI sur les surtaxes et 827 millions de FCFA de dettes de crédit bail mobilier.

B. MÉTHODES SPÉCIFIQUES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ENTREPRISE

Production et immobilisation des compteurs

Les matériels et outillages de l'entreprise comprennent des compteurs fabriqués par la SOCA qui font l'objet d'un traitement spécifique.

Les compteurs fabriqués sont initialement comptabilisés en stocks de produits finis et valorisés à leur coût de revient selon la méthode PUMP. Ils sont immobilisés par lots à un coût préétabli au fur et à mesure de leur installation chez les abonnés sur la base des sorties de stocks issus de l'inventaire permanent.

Les compteurs défectueux provenant du terrain donnent lieu à l'enregistrement d'écritures de cession d'immobilisations et de retour en stock. Ces cessions sont imputées sur les lots les plus anciens de compteurs immobilisés.

Opérations liées aux contrats d'affermage de services publics : incidence sur la présentation des comptes annuels

SODECI détient un droit exclusif (non inscrit à l'actif) de production et de distribution de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de l'Etat de Côte d'Ivoire conformément au contrat d'affermage d'une durée de quinze ans signé le 04 octobre 2007 pour le même périmètre d'intervention que le précédent contrat de concession. De même, SODECI a signé en mai 1999, un contrat d'affermage exclusif pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan non valorisé à l'actif.

Immobilisations : Par application du contrat d'affermage, les comptes de la SODECI n'intègrent pas dans les immobilisations les biens mis à disposition par l'Autorité Contractante pour assurer la production et la distribution de l'eau en Côte d'Ivoire. De même, les comptes de SODECI ne présentent pas les immobilisations utilisées et mises à disposition par l'Autorité Affermante pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan.

Dettes et créances rattachées : Conformément au contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine d'eau potable, les travaux neufs, les branchements sociaux, le renouvellement des immobilisations, le contrôle du service concédé et le contrôle de la qualité de l'eau sont financés par des dotations comprises dans le prix de l'eau (Fonds de développement) facturé aux usagers. La SODECI gère dans ses comptes ce fonds dont le solde s'élève à 6 032 millions de FCFA au 31 décembre 2008. De même, la surtaxe, deuxième volet des taxes spéciales sur l'eau (LF 1994), destinée au paiement des emprunts contractés par l'Etat, au financement de l'étude et à la réalisation des travaux d'hydraulique villageoise et urbaine, est comptabilisée dans des comptes de passif dès l'émission de la facturation Eau. Elle est apurée, pour la part encaissée qui est reclassee dans des comptes séparés de manière à faire apparaître d'une part les surtaxes facturées non encaissées et d'autre part les surtaxes encaissées à reverser, diminuée des utilisations. Le solde des surtaxes encaissées à reverser est de 2 765 millions de FCFA au 31 décembre 2008.

Conformément au contrat d'affermage du service d'assainissement, la contribution développement assainissement est exclusivement affectée au financement de la réalisation des programmes de travaux neufs et de renouvellement, de branchements sociaux, au remboursement de la dette et au contrôle. Au 31 décembre 2008 le solde de cette contribution développement s'élève à 785 millions de FCFA.

Emprunts

Les emprunts à long terme sont relatifs :

- aux emprunts accordés par l'Agence Française de Développement (AFD). Il s'agit d'un accord de financement à long terme négocié en nom propre par la SODECI avec l'accord de l'Autorité Affermante (Etat de Côte d'Ivoire). Ces emprunts sont remboursés par prélèvement sur les Surtaxes et la Contribution Développement Assainissement.
- à l'inscription au passif, conformément aux prescriptions de l'OHADA, de la dette de crédit bail consécutive au financement obtenu de la SGBCI et de la BICICI pour le renouvellement du parc automobile affecté à l'exploitation.

C. AUTRES INFORMATIONS

Informations relatives au Compte de résultat

Chiffre d'affaires eau

Par courrier daté du 14 août 2008, le Ministère des Infrastructures Economiques a confirmé la nouvelle rémunération de SODECI fixée à 250 FCFA/m³, hors taxes, avec date d'effet au 21 février 2008. Ainsi, les rattrapages de tarif de 228 FCFA/m³ à 242 FCFA/m³ et à 250 FCFA/m³ ont généré 2 839 millions de FCFA de chiffre d'affaires sur l'exercice 2008. Par ailleurs, le contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine de l'eau potable prévoit la révision du tarif de vente de l'eau en fonction de la variation du prix de certains intrants, notamment les produits de traitement. Ainsi, l'Autorité de Tutelle a confirmé à la SODECI au titre de l'année 2008, le remboursement exceptionnel sur le Fonds de Développement des coûts liés à la hausse du prix de l'électricité, des produits de traitement et du carburant pour un montant de 1 641 millions de FCFA.

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITES (EN MILLIONS FCFA)

| | 2007 | 2008 |
|---------------------------|---------------|---------------|
| Ventes d'eau HT | 31 911 | 35 486 |
| Travaux | 11 276 | 13 517 |
| Services vendus | 2 261 | 1 492 |
| Produits accessoires | 459 | 523 |
| Chiffre d'affaires | 45 907 | 51 018 |

Autres produits et autres charges

L'appui fourni à SODECI par le CICR en zones CNO depuis 2004 grâce au financement de l'Union Européenne en Côte d'Ivoire s'est poursuivi jusqu'au 30 juin 2008 et ne sera pas renouvelé. Il consiste à mettre à la disposition de SODECI des produits de traitement de l'eau ainsi que le renouvellement du matériel d'exploitation (pompes, outillage, etc...) dans ces zones. Au titre de l'exercice 2008, les subventions en produits de traitement se sont élevés à 207 millions de FCFA.

Rémunération des membres du Conseil d'administration

Les rémunérations au titre des indemnités de fonction versées aux membres du conseil d'administration pour 2007 sont de 26 millions de FCFA.

Résultat Hors Activités Ordinaires

Le résultat hors activités ordinaires fait ressortir un bénéfice de 2 522 millions de FCFA au 31 décembre 2008 et correspond essentiellement à la prise en compte des coûts d'exploitation supportés par SODECI en zone CNO de septembre 2002 à décembre 2006 que l'Etat s'était engagé à rembourser en 2008. Cette opération a occasionné 8 413 millions de FCFA de produits HAO et 6 310 millions de FCFA de provision pour charges non déductibles fiscalement.

Engagements financiers (hors bilan en millions de FCFA)

Les avals, cautions et garanties donnés sont essentiellement des cautions données et reçues dans le cadre des marchés de travaux, de cautions fiscales (douanières) et contractuelles (affermage).

| Engagements Reçus | Engagements Donnés |
|-------------------|--------------------|
| 1 283 | 3 048 |

Composition du capital et filiales

Composition du capital :

| | |
|-----------------------|--------|
| FIBYSA | 46,07% |
| SIDIP | 4,81% |
| Etat de Côte d'Ivoire | 3,25% |
| Divers Ivoiriens | 38,59% |
| FCP SODECI | 7,28% |

Filiales :

SODECI détient 85% du capital de LOGIVOIRE (Société à responsabilité limitée de promotion immobilière) destinée à la réalisation de logements pour les agents. Elle détient également 33% (211,2 millions de FCFA) du capital du GIE dénommé Groupement des Services Eau et Electricité (GS2E) créé en juillet 2006 avec la CIE.

Situation fiscale latente : Analyse de l'impôt différé (ID)

Elle résulte des décalages temporaires d'imposition (Congés payés personnel, autres provisions non déductibles). Conformément aux prescriptions du droit comptable de l'OHADA, les ID ne sont pas comptabilisés, seul l'impôt exigible au cours de l'exercice est comptabilisé.

Evénements post-clôture

Néant



Certificat

Certificate

Nº QUAL/2000/25160a

SODECI

EXPLOITATION, TRAITEMENT ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE, GESTION DE LA CLIENTELE SUR ABIDJAN :

- DIRECTION REGIONALE D'ABIDJAN NORD EST,
 - DIRECTION REGIONALE D'ABIDJAN NORD OUEST,
 - DIRECTION REGIONALE D'ABIDJAN SUD,
 - USINES DE PRODUCTION ASSOCIEES.

DRINKING WATER EXPLOITATION, TREATMENT AND SUPPLY, CUSTOMER MANAGEMENT IN ABIDJAN:

- **CUSTOMER MANAGEMENT IN ABIDJAN**
 - **CENTRAL SERVICES,**
 - **REGIONAL MANAGEMENT OF NORTH EAST ABIDJAN,**
 - **REGIONAL MANAGEMENT OF NORTH WEST ABIDJAN,**
 - **REGIONAL MANAGEMENT OF SOUTHERN ABIDJAN,**
 - **RELATED MANUFACTURING PLANTS.**

Avenue Christiani 01 BP 1843 ABIDJAN 01 COTE D'IVOIRE

AFNOR Certification certifie que pour les activités et le site référencés ci-dessus toutes les dispositions mises en œuvre pour répondre aux exigences requises par la norme internationale :

AFNOR Certification certifies that all measures covering the above-mentioned activities and location implemented to meet the requirements of the International standard:

ISO 9001 : 2000

ont été examinées et jugées conformes.
have been examined and found to conform.

2008-09-09

2011-09-08

(year/month/day)

(année/mois/jour)

Il est valable jusqu'au*
*It is valid until**

Directrice Générale d'AFNOR Certification

Managing Director of ANFOR Certification

F. MÉAUX

Sous la forme d'un document de deux pages, le certificat d'accréditation internationale AHNOR est délivré par AHNOR Certification à l'acheteur de la suspension de tension. Il indique les détails de la suspension et la date à laquelle elle a été suspendue. Le certificat est envoyé par e-mail à l'acheteur et peut également être téléchargé depuis le site web de AHNOR Certification.

Abidjan



S.A au Capital de 4 500 000 000 FCFA • Siège Social : 1 avenue Christiani, Treichville
01 BP 1843 Abidjan 01 • Tél. : (225) 21 23 30 00 • Fax : (225) 21 23 30 06 • www.sodeci.ci